Aide sociale – Aide financière – Dignité humaine – Prestations pharmaceutiques –
Médicament agissant contre les dysfonctionnements érectiles – Loi du 8/7/1976, art.1 et
57, §1^{er}

COUR DU TRAVAIL DE LIEGE

Section de NAMUR

Audience publique du 7 juin 2011

R.G. n° 2010/AN/219

13^{ème} Chambre

Réf. Trib. trav. Dinant, 7e ch., R.G. n°10/987/A

EN CAUSE DE :

Monsieur Jean-Jacques S

appelant, comparissant par Me Stéphanie Depauw, avocat.

CONTRE :

**Le CENTRE PUBLIC D'ACTION SOCIALE, en abrégé C.P.A.S., de
WALCOURT**

intimé, comparissant par Me Jean-Joseph Jacques, avocat.

MOTIVATION

L'arrêt est fondé sur les motifs suivants :

1. Quant à la recevabilité de l'appel et à la procédure.

Le jugement dont appel a été notifié le 26 novembre 2010. La requête d'appel a été reçue au greffe de la Cour le 17 décembre 2010.

L'appel, régulier en la forme, est recevable.

L'appelant a déposé une note en dehors du délai pour conclure. Le C.P.A.S. demande de l'écarter tout en acceptant que les pièces nouvelles soient déposées.

Il y a lieu, sur le fondement de l'article 747 §2, alinéa 6 du Code judiciaire, d'écarter la note des débats.

2. Les faits.

- M. S, ci-après l'appelant, bénéficie d'allocations de chômage et est en règlement collectif de dettes. Il vit seul et est atteint de diverses affections (notamment maux de dos, rhumatismes, diabète, fibromyalgie, dépression).
- Il est aidé de longue date par le C.P.A.S. pour la prise en charge de frais pharmaceutiques délivrés sur prescription médicale sans limitation dans les montants et sans obligation de remboursement.
- En 2005, le coût mensuel de la prise en charge était de l'ordre de 84 €.
- Ce coût va augmenter très sensiblement et il sera d'environ 440 € en 2010.

3. Les décisions.

Par décision du 28 juin 2010, le C.P.A.S. accepte la prolongation de la prise en charge, à l'exception du CIALIS® (ou de tout autre médicament équivalent), jusqu'à avis du médecin prescripteur. La prise en charge de ce médicament est supprimée à dater du 14 juin 2010.

Le médecin va attester que l'appelant « utilise le CIALIS® pour des raisons médicales ».

Par décision du 26 juillet 2010, le C.P.A.S. confirme sa décision précédente dont l'appelant avait demandé la révision.

4. Le jugement.

Le tribunal confirme les décisions estimant que le coût de la prise en charge de ce médicament ne doit pas être supporté par la collectivité bien que la sexualité soit une fonction vitale. Un refus de prise en charge ne porte pas en l'espèce atteinte à la réalisation d'une vie familiale rentrant dans les critères de la dignité humaine, l'appelant n'ayant pas l'intention de procréer. Ce produit est un agent facilitateur dont le coût ne doit pas incomber à la collectivité.

5. L'appel.

L'appelant relève appel au motif qu'il souhaite mener une vie sexuelle normale, doit suivre un traitement et un suivi médical strict et coûteux, que la prise de ce médicament n'augmente pas sa consommation médicale (de produits destinés à pallier aux effets secondaires) et que ses revenus ne peuvent suffire pour faire face à l'achat du Cialis®.

6. Fondement.

Les textes.

La loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale prévoit :

Article 1^{er} :

Toute personne a droit à l'aide sociale. Celle-ci a pour but de permettre à chacun de mener une vie conforme à la dignité humaine.

Il est créé des centres publics d'action sociale qui, dans les conditions déterminées par la présente loi, ont pour mission d'assurer cette aide.

Article 57, §1^{er} :

Sans préjudice des dispositions de l'article 57ter, le centre public d'action sociale a pour mission d'assurer aux personnes et aux familles l'aide due par la collectivité.

Il assure non seulement une aide palliative ou curative, mais encore une aide préventive. Il encourage la participation sociale des usagers.

Cette aide peut être matérielle, sociale, médicale, médico-sociale ou psychologique.

Leur interprétation.

La seule condition mise par la loi pour l'intervention du C.P.A.S. dans le cadre de l'aide sociale est le critère du respect de la dignité humaine.

Il faut vérifier si les ressources dont dispose effectivement la personne qui demande l'aide lui suffisent pour mener une vie conforme à la dignité humaine, qui inclut notamment le droit à un logement décent et à la santé (au demeurant garanti par la Constitution en son article 23).

L'existence de dettes ne rend pas la vie d'une personne non conforme à la dignité humaine. Le C.P.A.S. n'a pas à prendre les dettes en charge sauf si elles empêchent l'accès aux droits essentiels (absence de logement, insuffisance de moyens pour se nourrir ou se soigner)¹.

L'aide sociale nécessaire pour la santé en vue de répondre à la dignité humaine.**En droit.**

L'intervention dans les frais de santé peut être, en fonction des cas particuliers, limitée à un plafond, au maintien de la prise en charge par la personne concernée du ticket modérateur pour éviter des dérapages (surconsommation), au remboursement direct par la mutuelle au C.P.A.S. (notamment dans le cadre du maximum à facturer dit MAF) ou à d'autres conditions que le C.P.A.S. peut juger adéquates.

Mais il est en toute hypothèse certain que l'accès aux soins de santé fait partie intégrante des conditions minimales permettant de mener une vie conforme à la dignité humaine. Le droit à la protection de la santé est reconnu par l'article 23 de la Constitution.

La prise en charge des honoraires médicaux et des médicaments ainsi que du coût de prestations nécessitées par des examens médicaux rentre dans l'accès aux soins de santé auxquels toute personne doit pouvoir prétendre dans le cadre de l'aide sociale si elle ne peut les assumer. Seuls des examens ou traitements non indispensables peuvent légitimement être écartés.

En l'espèce.

L'état d'impécuniosité de l'appelant est attesté à suffisance par le fait qu'il est aidé de longue date par le C.P.A.S. et que celui-ci continue à assumer la prise en charge de la plupart des produits pharmaceutiques.

La question qui se pose est en réalité de savoir si le Cialis® est un médicament que doit prendre l'appelant sous peine de mettre sa santé

¹ Cour trav. Liège, sect. Namur, 13^e ch., 29 juin 2010, R.G. n°2009-AN-8888.

en péril s'il ne le fait pas ou s'il s'agit d'un médicament de confort, c'est-à-dire d'un produit qui, en l'espèce, pallie à des difficultés érectiles et qui n'est destiné qu'à permettre à son utilisateur d'assouvir des envies certes légitimes mais dont l'abstinence ne peut mettre sa santé en danger.

Il est par ailleurs avéré que la prise de ce médicament entraîne des effets secondaires indésirables dont certains se retrouvent dans les plaintes émises par l'appelant, ce qui ne fait qu'aggraver encore la médication.

La Cour n'a pas, pas plus que le C.P.A.S., à se positionner sur l'utilité de la prise du médicament. C'est de la responsabilité conjointe du médecin et du patient.

Par contre, la prise en charge de ce médicament par la collectivité dans le cadre de l'aide sociale doit être liée à la réunion des critères légaux, à savoir le fait de permettre une vie conforme à la dignité humaine qui autrement ne le serait pas.

Le seul fait de permettre à son utilisateur d'avoir une vie sexuelle épanouie ne peut justifier la prise en charge d'un médicament en regard de ce critère.

Il faut impérativement que le médicament prescrit, ou tout autre de même nature, soit absolument nécessaire à la santé de l'appelant. Le médicament doit soigner une maladie et non permettre d'avoir des relations sexuelles comme tout un chacun.

Le médecin de l'appelant a rédigé plusieurs certificats dont un seul (du mois d'août 2010) mentionne que l'appelant « *doit* prendre le médicament CIALIS® pour des raisons médicales. Ce patient a des antécédents médicaux lourds et l'absence de prise de ce médicament *pourrait* causer une dégradation importante de son état général ».

Ce certificat ne répond pas à la question de savoir quelle est l'influence de la prise de ce médicament sur la santé si ce n'est, à demi-mot, que le fait de ne pas pouvoir avoir de relations sexuelles *pourrait* avoir une incidence sur l'état de santé.

La Cour n'est pas informée de la répercussion de la suppression de ce médicament sur la santé alors que presque un an s'est écoulé depuis la décision administrative. L'appelant ne produit pas de certificat récent faisant état d'une aggravation effective de son état général. Il est aussi possible qu'il ait recadré son budget pour se passer d'autres achats afin de continuer à prendre sa médication.

Quoi qu'il en soit, le C.P.A.S. intervient mensuellement à concurrence d'un montant fort important. Il ne se justifie pas de lui imposer en sus la prise en charge d'un médicament dont il n'est pas établi qu'il ait pour effet de soigner une affection mais qui a pour finalité de permettre à

celui qui le prend d'avoir une érection et, dès lors, une vie sexuelle.

Certes, avoir de telles relations est important, surtout lorsque comme l'appelant on a une « amie de cœur », mais le fait de ne pas pouvoir s'en procurer ne rend pas la vie que mène l'appelant non conforme à la dignité humaine. Toutes les personnes qui n'ont pas de relations sexuelles, même occasionnellement, ne vivent pas en-deçà du seuil de la dignité humaine.

L'appel n'est pas fondé.

INDICATIONS DE PROCÉDURE

Vu les pièces du dossier de la procédure et notamment le jugement contradictoirement rendu le 23 novembre 2010 par la 7^{ème} chambre du tribunal du travail de Dinant (R.G. n°10/987/A),

Vu l'appel formé par requête reçue au greffe de la Cour du travail le 17 décembre 2010 et régulièrement notifiée à la partie adverse le jour même,

Vu l'ordonnance rendue le 18 janvier 2011 sur la base de l'article 747 du Code judiciaire aménageant les délais pour conclure et fixant la date de plaidoiries au 3 mai 2011,

Vu le dossier de l'auditorat du travail de Dinant reçu au greffe le 3 janvier 2011, dossier contenant le dossier administratif,

Vu les conclusions et la note de l'appelant reçues au greffe respectivement les 9 mars et 25 mars 2011,

Vu les conclusions principales et de synthèse de l'intimé reçues au greffe respectivement les 16 février et 18 mars 2011,

Vu le dossier déposé par l'appelant à l'audience du 3 mai 2011 à laquelle les parties ont été entendues en l'exposé de leurs moyens.

DISPOSITIF

PAR CES MOTIFS,

LA COUR,

après en avoir délibéré,

statuant publiquement et contradictoirement,

vu les dispositions de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire et notamment son article 24 dont le respect a été assuré,

entendu Madame Corinne LESCART, Substitut général, en son avis oral conforme donné en langue française et en audience publique le 3 mai 2011,

reçoit l'appel,

le déclare non fondé,

confirme le jugement dont appel en toutes ses dispositions, en ce compris quant aux dépens,

liquide l'indemnité de procédure revenant en appel à l'appelant à 160,36 €,

met comme de droit, sur la base de l'article 1017, al. 2, du Code judiciaire, à charge de l'intimé les dépens d'appel liquidés jusqu'ores à 160,36 € en ce qui concerne l'appelant.

Ainsi arrêté par

M. Michel DUMONT, Président,
M. Daniel PIGNEUR, Conseiller social au titre d'employeur,
M. Philippe DELBAS COURT, Conseiller social au titre d'employé,
qui ont assisté aux débats de la cause,
assistés de Mme Sandrine THOMAS, Greffier,
qui signent ci-dessous

Le Greffier

Les Conseillers sociaux

Le Président

et prononcé en langue française, à l'audience publique de la **TREIZIEME CHAMBRE** de la **COUR DU TRAVAIL DE LIEGE**, section de Namur, au palais de justice de NAMUR, Place du Palais de Justice, 5, le **SEPT JUIN DEUX MILLE ONZE** par le Président et le Greffier.

Le Greffier

Le Président

M. Frédéric ALEXIS

M. Michel DUMONT